

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18995 - 74ÈME ANNÉE

**Plus de 50 morts hier**

## Le Parti Communiste Réunionnais s'associe au mouvement de protestation mondiale contre le massacre des Palestiniens

Dans un communiqué diffusé hier, le PCR appelle à la mobilisation en solidarité avec le peuple palestinien victime d'un nouveau massacre le 14 mai. Plus de 50 morts sont à dénombrer.



L'armée Israélienne a tiré sur la population palestinienne. Résultat, on dénombre des dizaines de tués et des milliers de blessés. Et, rien ne dit quand s'arrêtera ce crime dont la responsabilité incombe aux Etats-Unis et à Israël.

En effet, Donald Trump a décidé de reconnaître la ville de Jérusalem comme capitale d'Israël, en y transférant l'ambassade de son pays. Ceci est contraire au Statut de Jérusalem, reconnu par la commu-

nauté internationale comme une ville sainte, à tenir en dehors des conflits. La population palestinienne a réagi en organisant des marches.

Par cet acte scélérat, les Etats-Unis ont montré qu'ils n'avaient aucune considération du sort fait aux Palestiniens depuis plus d'un demi-siècle. D'ailleurs, aucun autre Etat n'a soutenu cette initiative considérée comme une véritable agression vis-à-vis des Palestiniens.

Tous les peuples épris de Liberté et de Paix doivent dénoncer la tuerie du gouvernement Israélien et souligner l'écrasante responsabilité des Etats-Unis dans cette affaire. Pour sa part, Le Parti Communiste Réunionnais appelle à la solidarité avec le peuple palestinien, en lutte pour recouvrer sa souveraineté.

Fait au Port, le 14 mai 2018  
Bureau de presse du PCR

## A propos des vols et cambriolages à l'Etang-Cambuston

# Vifs échanges entre la police, la mairie et les riverains

Ces dernières semaines, les résidents de Cambuston à Saint-André, et plus particulièrement ceux du Chemin de l'Etang avaient fait part de leur colère face à la recrudescence de cambriolages et de vols dans leur secteur, depuis quelques mois. Certains avaient même annoncé la création de patrouilles citoyennes pour assurer la sécurité dans leur quartier.

Lors du dernier conseil municipal, l'élu PCR, Jacky The-Seng avait interpellé le maire sur la question. Hier soir une rencontre a eu lieu au Case de l'Etang entre la Mairie, la Police et les riverains venus en nombre. Les échanges ont été parfois assez vifs, et les intervenants ont eu souvent du mal à se faire entendre. Jacky The-Seng a assisté à la réunion.

Un premier constat, le scepticisme de la plupart des riverains qui ne



Réunion hier au CASE de l'Etang.

croient pas à l'efficacité des contre lors d'un prochain article. quelques mesures proposées.

Nous reviendrons sur cette ren-

**Correspondant**

## Amplification de la mobilisation

# Le conflit du CHU-Réunion dépasse les frontières de l'hôpital

**La réunion prévue hier entre les représentants du personnel du CHU Réunion et l'ARS au sujet d'une baisse du salaire des agents n'a pas eu lieu. En protestation, les grévistes ont bloqué la circulation sur le Boulevard Sud causant un embouteillage de 16 kilomètres à l'entrée Ouest de Saint-Denis et paralysant le front de mer. La rencontre doit finalement se tenir aujourd'hui.**

Nouveau rebondissement hier dans la crise du CHU Réunion, les conséquences du mouvement ont touché des dizaines de milliers de personnes quittant ou voulant entrer à Saint-Denis. Suite à la manifestation organisée vendredi, les syndicats avaient obtenu la tenue d'une réunion hier avec l'État. Le mouvement faisait suite à la suppression de l'indexation de plusieurs primes. En conséquence, le salaire des agents devait baisser. L'État a décidé de suspendre cette mesure le temps des négociations. Elles devaient débiter hier à l'ARS.

Or, le directeur de ce service n'était pas à La Réunion lundi. Il assistait à la visite ministérielle d'Annick Girardin à Mayotte. En conséquence, la rencontre prévue n'a pas eu lieu.

Ceci a renforcé la mobilisation des grévistes du CHU-Réunion. À Saint-Denis, ils ont alors perturbé la circulation au niveau de l'entrée Ouest de Saint-Denis sur le pont Vinh-San. Ceci a causé 16 kilomètres de bouchons. L'embouteillage s'est étendu sur le front de mer, car les personnes empruntant habituellement le Boulevard Sud pour quitter Saint-Denis ont cherché un itinéraire bis. Ce qui a saturé le Boulevard Lancastel.

Ce sont donc hier des dizaines de milliers de Réunionnais qui ont subi des conséquences directes de la crise du CHU-Réunion.

Normalement, une rencontre doit se tenir à 11 heures à l'ARS. Elle sera suivie attentivement car elle ne concerne pas seulement les agents du CHU. En effet, l'indexation est une mesure héritée du supplément colonial. Elle permet aux fonction-

naires titulaires de bénéficier d'une sur-rémunération de 53 % en plus de leur salaire. La Cour des Comptes a demandé à plusieurs reprises une refonte de ce système, car elle estime que si la justification de la sur-rémunération est un coût de la vie plus cher qu'en France, le différentiel doit être inférieur à 53 %. L'institution s'appuie sur des études de l'INSEE.

Au CHU-Réunion, la gestion de l'établissement a eu pour effet la création d'un important déficit. C'est ce prétexte financier qui est utilisé pour remettre en cause une partie de la sur-rémunération des agents du CHU. Si une telle mesure devait s'appliquer ne serait-ce que partiellement, alors tous les fonctionnaires ont du souci à se faire au sujet du maintien de leur salaire.

**M.M.**

## Edito

# Vague géante dans notre hémisphère, littoral toujours plus vulnérable

**L**e 8 mai dernier, une vague de plus de 23 mètres de haut a été enregistrée dans l'océan Austral au Sud de la Nouvelle-Zélande. C'est l'équivalent de la hauteur d'un immeuble de 8 étages, cela n'était jamais arrivé dans l'hémisphère Sud. Ce phénomène interpelle à double titre.

Ces vagues sont un danger pour le transport maritime. En effet, les porte-containers de plus en plus long et toujours plus nombreux sont fragiles devant un tel phénomène. Car si un navire de ce type est soulevé par une vague de cette amplitude, les forces considérables alors brutalement exercées risquent de plier la coque, et menacer de la rompre.

Elles rappellent également la vulnérabilité du littoral. En effet, si une telle vague se formait près de nos côtes et se dirigeait vers notre île, que resterait-il alors des bâtiments qui sont près de la mer. Les dégâts de la houle observé à plusieurs reprises depuis le début de l'année sont là pour rappeler les zones de danger. Avec la montée du niveau de la mer, ces zones vont s'étendre vers l'intérieur des terres, car l'urbanisation du littoral de La Réunion s'est faite sans prendre en compte cette donnée.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## Selon l'OCDE

# Les services d'aide à la personne réduisent les inégalités et développent l'économie

**Le PCR propose la création d'un service d'intérêt public dans l'aide à la personne afin de faire face à l'évolution de la démographie de notre île. Ceci permettra aussi de créer des emplois à La Réunion. Ailleurs dans le monde, le développement de services pour la petite enfance et les personnes âgées sont un atout pour l'économie. C'est ce qu'indique un rapport de l'OCDE. Le document souligne qu'en Europe du Nord, ces services ont nettement contribué à la croissance économique car ils réduisent les inégalités entre les femmes et les hommes dans l'accès à l'emploi. Voici la présentation faite hier par l'OCDE de son dernier rapport.**

« Il ressort d'un nouveau rapport de l'OCDE que les politiques favorables à la famille mises en place dans les pays nordiques depuis cinquante ans et la hausse du taux d'activité des femmes qui en a découlé ont permis d'augmenter la croissance du PIB par habitant de 10 à 20 %. Le rapport *Is the Last Mile the Longest? Economic Gains from Gender Equality in Nordic Countries* analyse les retombées de mesures prises par le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède pour faire en sorte que les femmes et les hommes puissent avoir toute leur place sur le marché du travail.

Les résultats montrent que le PIB par habitant dans la région serait inférieur de 1 500 USD en Finlande et jusqu'à 9 000 USD en Norvège si le taux d'emploi des femmes était resté au niveau où il se situait au milieu des années 60. Les gains ont été moindres en Finlande étant donné

que les femmes étaient déjà insérées dans le marché de l'emploi à cette époque.

### Politique de la petite enfance et de la vieillesse

Au cours des dernières décennies, les pays nordiques n'ont cessé d'investir dans des structures de garde d'enfants subventionnées, des services de prise en charge des personnes âgées et des dispositifs de congé parental rémunéré pour les mères comme pour les pères. Les employeurs et les syndicats ont également fait en sorte que les salariés puissent bénéficier d'horaires de travail plus souples et propices à la vie de famille.

Ces programmes ont contribué à diminuer les écarts de taux d'emploi entre hommes et femmes, qui sont désormais les plus bas des pays de l'OCDE, à environ 4 points de pourcentage, contre 12 points en moyenne dans l'OCDE. Les mères sont plus susceptibles d'occuper un emploi à temps plein que partout ailleurs, et les couples se répartissent généralement les travaux rémunérés et non rémunérés de manière plus équitable que dans la plupart des pays de l'OCDE.

« L'égalité entre les sexes est à la fois un droit humain fondamental et un facteur essentiel de croissance inclusive », a déclaré M. Ángel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, à l'occasion de la présentation du rapport à Montréal lors du Forum 2018 des politiques sociales

de l'OCDE, avant d'ajouter : « Les pays nordiques se sont davantage rapprochés de l'objectif de l'égalité entre les femmes et les hommes que la plupart des autres pays de l'OCDE. L'élimination des dernières disparités permettrait d'obtenir de nouvelles retombées économiques et sociales, mais il faudra pour cela un engagement renouvelé. »

« Les pays nordiques ont choisi des voies différentes mais ils font preuve d'une volonté commune de donner aux femmes et aux hommes les mêmes possibilités au regard de l'emploi », a souligné Mme Annika Strandhäll, ministre suédoise de la Santé et des Affaires sociales et présidente du Conseil nordique des ministres pour la santé et les affaires sociales. « Plusieurs enquêtes montrent que la région nordique est la plus égalitaire au monde, et ce rapport illustre les bénéfices sociaux considérables qu'apporte une politique efficace en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. »

Malgré tout, des inégalités persistent entre les sexes. Le pourcentage des femmes cadres oscille entre 27 % au Danemark et 39 % en Suède, et l'écart de salaire médian va de 6 % au Danemark à 18 % en Finlande pour les salariés à temps plein, contre 14 % en moyenne dans l'OCDE.

Réduire les disparités entre hommes et femmes en termes de taux d'activité et d'horaires de travail d'ici 2040 pourrait aider à stimuler la croissance du PIB par habitant dans les pays nordiques de 15 à 30 %.

## In kozman pou la rout

### « Kan in pil lé plate, i rosharj si i pé »

Mé zami, moin lé sir konm moin zot la fine antann in bon kantité d'foi demoun apré di « mon pil lé plate ». Antansyon i koz pa dsi pil plate tèrla ! Zot i koné so malédiksyon in pé la invant pou anfans ankor in pé plis nout pé épi son bann moun dann malizé si tèlman k'in zour in komité téodil la desid artir sa dann komèrs é la sitèlman bien artiré ké mi kontinyé oir sa partou. Kisoï dann bann ti boutik ! Kisoï dann posh aki désètìn ! Kisoï dann bann sak madam ! Mi koné mèm bann jenn i apèl sa z'ot àlfone par la form mé pa par sak néna dodan... Donk désèrtin olèrk di « moin lé patrak », « moin lé vané », « moin lé dann bout roulo » i profèr di : « mon pil lé plate ». Sa i pé di dann in bonpé kalité sityasion, mèm dann bann sityasion lo piblik shatyé nout journal i yèmré pa k'i di. Mé koméla, néna in bonpé tizane sinp pou arsharj nout pil é tizane néna isi mèm-i parètré i pé fé mirak èk sa. Alé ! Mi kite azot pou roflèshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipètadyé.

## Quand les ressources naturelles ne font pas le bonheur des peuples

# Maintien de l'exploitation coloniale en Afrique

**La Commission économique pour l'Afrique de l'ONU constate « l'insuffisance du développement reflète les faiblesses en matière de gouvernance des ressources naturelles ». Cette analyse repose sur la faible création de valeur ajoutée alors que le continent dispose d'importantes ressources naturelles. Ceci souligne donc le maintien de structures issues de la colonisation.**

L'Afrique a mis longtemps à exploiter ses richesses en ressources naturelles pour un développement réel en raison de ses faiblesses en matière de gouvernance, révèle la cinquième édition du Rapport sur la gouvernance africaine publié par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de l'ONU.

Selon le rapport lancé lors de la Conférence des ministres annuelle de la CEA qui s'est tenue à Addis Abeba (Éthiopie), pour parvenir à une bonne gouvernance des ressources naturelles en Afrique, les institutions doivent avoir à la fois la responsabilité et la capacité de gérer les ressources efficacement. Elles doivent aussi avoir la capacité de formuler, mettre en œuvre et appliquer des politiques et réglementations saines.

Abdalla Hamdok, économiste en chef et secrétaire exécutif adjoint de la CEA, a expliqué que, bien que l'exploitation des ressources naturelles constitue une activité centrale du continent, il reste encore très difficile de réaliser une croissance durable et inclusive et de créer de la valeur ajoutée. Selon lui, c'est la bonne gouvernance qui permettra aux pays riches en ressources de transformer leur économie.

d'exportations des matières premières brutes. « Les pays doivent réfléchir à l'importance de la création de valeur ajoutée sur leurs exportations s'ils veulent véritablement tirer profit de leurs ressources naturelles ».

Adam Elhiraika, directeur de la division Politique macroéconomique de la CEA, a affirmé que les droits de propriété sur les ressources naturelles représentaient l'obstacle majeur à une bonne gouvernance des ressources en Afrique. Il a également insisté sur le fait que les pays africains qui dépendent de ressources naturelles limitées sont incapables de transmettre la croissance à d'autres secteurs et d'en faire profiter l'ensemble de la population.

Le rapport, qui s'appuie sur des études de cas réalisées dans huit pays à la géographie différente (Botswana, Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, Madagascar, Nigeria, Tanzanie et Ouganda), a exploité des données empiriques diverses. « Parmi ces pays, le Botswana est le seul qui possède un programme de développement à long terme sur l'utilisation de ses ressources naturelles en faveur des citoyens », a noté M. Elhiraika.

« Les ressources ne doivent pas uniquement accroître le PIB de nos pays mais aussi améliorer le niveau de vie des gens », a-t-elle ajouté. Elle a également souligné le fait qu'il était essentiel que les pays mettent en place une bonne gouvernance de leurs ressources naturelles en raison des flux financiers illicites et de la corruption sur le continent. Souvent, l'exploitation directe des ressources naturelles - que ce soit dans le domaine de l'agriculture, des forêts, du pétrole, du gaz ou des minerais - qui domine l'activité économique n'a profité qu'à une infime minorité dans de nombreux pays.

Le rapport recommande en particulier de renforcer les cadres institutionnels et réglementaires afin d'améliorer la transparence et la responsabilisation en matière de gouvernance économique. Une bonne gouvernance est essentielle pour un développement durable, l'éradication de la pauvreté et la transformation socio-économique. Les recommandations du rapport et les conclusions qui se sont dégagées de la discussion contribueront aux efforts réalisés pour faire du secteur des ressources naturelles africain un acteur et un moteur du développement sur le continent.

### A qui appartiennent les richesses ?

« L'Afrique possède de vastes richesses minérales mais crée peu de valeur ajoutée, ce qui prive les pays de revenus », a estimé M. Hamdok, qui donnait son avis sur la stratégie

### Profit inégalement répartis

Lors du lancement, Bience Gawanas, conseillère spéciale sur l'Afrique du secrétaire général de l'ONU, a précisé que « le paradoxe des pays africains est qu'ils sont riches en ressources mais pauvres car très peu tirent profit de ces res-

# Oté

## Arète fé pran bann maoré po d'shanm pou pla kouvèr

An parmi mon bann vyé famiy, in pé i sort Sin-Jo é dann tan-la demoun téi rès dan lé ba téi pran sak i rès dan lé-o pou in bann zozo. I paré moin l'avé in vyé tonton té i shant pou bann moun lé-o in shanson karnaval pa tro respèktyé pars shanson – la téi di : « Na poin bébète konm zabitan i pran po d'shanm pou pla kouvèr, i pran makaroni pou la bouji. ». L'avé pa bézoin pliské sa pou fé pète batay rant jenn-jan d'an-o épi jenn-jan d'an-ba.

Pou kosa mi rakont azot sa ? Dabor pars moin lé kontan résisite in pé dann mon mémoir bann paroli demoun d'avan-i paré na poin méyèr tik-tak pou vanj kont laizaïmèr. Dézyèm rézon sé ké gouvèrnman fransé avèk son bann minis épi son bann ministrèss i tourn l'outromèr an bourik é an parmi l'outromèr zordi l'aprè amenn bann maoré an kwasa-kwasa a défo d'an avoir bato pou vréman.

Madam Girardin la parti Mayotte é la promète bann maoré in plan pou dévlop lo péi. Madam mi done aou in mèrl blan si ou i nyabou fé in mirak konmsa - pa par la fote bann maoré, mé par la fote la politik La Frans dann bannzil komor dopi 1975 kan la déside kass bannzil komor an dé é roganiz lo léksizyon pou Mayotte.

Mayotte mèm ékri avèk in lète maziskil néna arienk kat san kilomète karé-lé sis foi édmi pli pli ké La Rényon. L'ané 1975 l'avé karant mil pèrsone téi rès la-ba. Zordi néna parétil désan karant mil pèrsone é dann l'ané 2050 nora sink san karant mil moun. Ousa Mayotte sar randu dann trant dé z'ané ? Kèl dévlopman péi-la nora ? Ou i pé dir amoin sa madam la ministrèss. Ou i pé dir amoin si dann trant dé z'ané lo péi sar dévlopé pou vréman ?

Par ébzanzp kèl séktèr l'ékonomi nora fine dévlopé é par konbienn foi. Par ébzanzp konbien milyé z'inzényèr, médsin, profésèr nora la ba. Par ébzanzp konbien l'antropriz Mayotte nora dann lo péi. Konm moin sar pi la pou oir sa, mi kont dsi ou pou donn amoin é sirtou bann maoré épi bann komorien, épi ankor bann péi l' indyanoséanie in plan shifré. Pa in plan mantèr mé in plan vérité.

Madam, si mi di aou sa, la pa pou afront aou, mé simploman pou dir sak toulmoun i pans pou vréman –out plan i pé pa égzisté. Dann trant dè z'ané péi la sar fine tonm dann in malizé inkroyab sof bann sosyété fransèz néokolonialis, sof in minorité d'moun gavé, sof bann trafikan tout kalité d'akabi. La popilasyon an zénéral va gingn bann myète pou béké. Anpliské sa, out gouvèrnman, konm tout sak lété avan li, sar résponsab lo déga i sava fé dann l'oséan indien.

Madam arète fé pran bann moun laba po d'shanm pou pla kouvèr sansa konm i di galman dann la lang fransé « véssi pou lanterne ». Soi ou i félkouyon, soi ou i prann moun pou in bann kouyon soi inn é l'ot an mèm tan.

*Justin*